

75 ANS DES CASQUES BLEUS : CONSTRUIRE DES OPÉRATIONS DE PAIX INNOVANTES ET EFFICACES POUR L'AVENIR

Le 29 septembre, 14h-15h30, salle Azur



Satu Koivu, Jean-Pierre Lacroix, Valériane Gauthier, Caroline Ziadeh, Lise Howard

Maintenir la paix face aux nouveaux défis

Après la diffusion d'une vidéo célébrant les 75 ans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la journaliste Valériane Gauthier inaugure la discussion sur le bilan des 71 missions qui ont été mises en place entre 1948 et 2023.

Jean-Pierre Lacroix commence par souligner la longue liste de pays qui ont bénéficié avec succès de l'appui de ces missions, du Cambodge au Salvador en passant par le Timor oriental et l'Angola, en précisant que les échecs de certaines opérations s'expliquent en partie par l'inadéquation de l'ambition de certains mandats avec la réalité du terrain. À sa suite, Caroline Ziadeh détaille les succès de l'opération onusienne au Kosovo depuis 1999, qui a « arrêté la guerre, les tueries et a facilité le re-

tour des déplacés, bien qu'il y ait des revers aujourd'hui avec l'érosion de la confiance dans la mission par la population ». Commissaire de police pour la mission à Chypre en place depuis 1964, Satu Koivu explique que « l'arrêt des combats, l'ouverture de points de passage dans la zone tampon autrefois hermétique sont des succès, mais il faut admettre que la présence nécessaire encore aujourd'hui des forces onusiennes est un signe d'échec ». L'universitaire américaine Lise Howard s'appuie quant à elle sur les nombreuses études académiques pour affirmer que « deux opérations de maintien de la paix sur trois atteignent les objectifs de leur mandat » et que « la présence des Casques bleus fait baisser sans ambiguïté le nombre de morts, de blessés et d'affrontements ».

Jean-Pierre Lacroix tient à préciser que « chaque jour où le cessez-le-feu est maintenu est un succès » avant d'admettre que « face aux défis imposés par les nouvelles méthodes de guerre et la désinformation dans des territoires souvent vastes, les moyens alloués sont insuffisants ». La représentante spéciale à Pristina, capitale du Kosovo, poursuit cette analyse en expliquant que « la nature du conflit et les populations ont changé, l'analyse et l'administration de la mission doivent aussi évoluer ». « Il faut rester à l'écoute pour assurer les quatre piliers de la résolution de 1999 que sont la cessation des hostilités, le déploiement des forces de l'OTAN, la gestion des affaires communautaires par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et des affaires économiques par l'Union européenne » ainsi que de « maintenir un dialogue aux niveaux local et national afin de réinstaurer la confiance ».

« La nature du conflit et les populations ont changé, l'analyse et l'administration de la mission doivent aussi évoluer »

Caroline Ziadeh

« Tous les membres des opérations de maintien de la paix sont des gens ordinaires mais ils servent dans des lieux extraordinaires » ajoute la policière. « Notre sécurité est remise en cause, nos bâtiments et nos biens sont dégradés et nous sommes parfois attaqués directement », explique-t-elle, « et nous devons être capables de répondre aux attentes croissantes, de nous adapter et de développer de nouvelles compétences ». Interrogée sur l'élargissement des responsabilités des missions, Satu Koivu assure que dans le cadre de la mission à Chypre « le but principal est d'écouter et soutenir les

MODÉRATRICE :

Valériane Gauthier, journaliste et présentatrice TV France 24

INTERVENANTS :

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général aux opérations de paix à l'ONU

Caroline Ziadeh, Représentante spéciale et cheffe de la mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo

Lise Howard, professeur de politique intérieure et étrangère à l'université de Georgetown

Satu Koivu, commissaire de police adjoint, conseiller principal de police UNFICYP (Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre)

communautés locales mais la situation a changé en soixante ans, l'incident militaire est résolu mais il y a désormais des problèmes civils et criminels importants ». Lise Howard complète ce propos en expliquant que « les États demandent des mandats de plus en plus complexes, tout le monde y va de son exigence ».

Réagissant aux accusations d'abus sexuels de nombreux Casques bleus, Jean-Pierre Lacroix assume la responsabilité de son organisation, « c'est inacceptable et cela détruit le travail positif de tout le monde. Nous avons pris des mesures, des contingents entiers ont été virés et les autorités nationales ont été averties ». « Il faut faire plus pour mieux connaître les territoires et les populations, aller partout, diversifier le personnel et ne jamais arrêter de travailler pour que ces crimes ne restent pas impunis », continue-t-il. « L'ONU est de plus en plus ciblée par les attaques, l'uniforme ne protège plus et les fake news exacerbent les violences » finit-il pour contrebalancer. Satu Koivu renchérit en attestant que « l'intégrité de la mission est continuellement mise au défi, travailler avec un béret bleu comporte un risque mais nous avons aussi du matériel et des technologies pour nous aider ». Sa consœur au Kosovo raconte, elle, les dernières attaques en mai 2023 contre les soldats de l'Otan au nord du pays, parallèlement à la dégradation des bureaux de



© Pierre Galliot - Région Normandie

« Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus »

Lise Howard

l'ONU dans la capitale. « Face à ces menaces, il faut continuer de dialoguer, de trouver des solutions avec des alliés locaux, des leaders politiques, religieux ou des jeunes pour changer le discours public » assure-t-elle.

La politologue américaine revient brièvement sur la mission multidimensionnelle en Namibie en 1989-1990, dont le but était de « changer l'ambiance politique d'un pays à l'histoire complexe (génocide, apartheid, guerre civile) mais avec beaucoup de ressources et une transition démocratique post-coloniale difficile ». « C'est pour cela qu'il était important de parler directement aux Namibiens et voir ce qu'ils attendaient des Casques bleus », conclut-elle.

Face à la désinformation croissante permise par les NTIC (Technologies de l'information et de la communication) et les réseaux sociaux, Jean-Pierre Lacroix soutient qu'il « faut être proactif dans la



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

communication, raconter les histoires positives et mieux détecter les infox ». Caroline Ziadeh revient sur la campagne de désinformation dont a été victime un de ses collègues, accusé à tort en 2018 d'être un espion russe, ayant « nécessité une campagne de clarification et d'investissement dans le fact-checking pour avoir des mécanismes de défense ». Satu Koivu reprend les arguments des autres fonctionnaires internationaux, estimant qu'il « y a une responsabilité de mener le narratif, de vérifier les faits, pour que les gens comprennent l'action des Casques bleus ».

La diplomate en poste à Pristina s'emploie ensuite à détailler les efforts pour recréer la confiance en sa mission, notamment la réunion d'acteurs de la société civile kosovare pour inaugurer « le centre Barabar, un lieu de dialogue et d'échange intercommunautaire ». À son tour, la commissaire de police justifie l'élaboration de divers « comités sur la santé, la gestion de crise, etc. pour trouver des solutions à tous les défis ».

Jean-Pierre Lacroix tient enfin à souligner l'importance d'inclure les femmes dans tous ces processus, « car cela améliore considérablement l'environnement de travail des missions et les populations vulnérables sont majoritairement des femmes qui ne veulent plus voir d'hommes armés ». « Les études statistiques montrent que plus il y a de femmes, meilleurs sont les résultats, il y a moins d'exploitation et d'abus » poursuit Lise Howard. « Malheureusement, la Chine et la Russie bloquent souvent les résolutions du Conseil de sécurité qui incluent le droit des femmes, donc on est obligé de passer par l'Assemblée générale pour voter les résolutions ».

Le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix conclut cette discussion en expliquant que « bien que les missions ne soient pas équipées pour lutter contre le réchauffement climatique, il a un impact majeur sur les conflits avec la raréfaction des ressources et nous devons le prendre en compte ».

RÉSISTANCES AFRICAINES

Le 29 septembre, 14h-15h30 - Salle Nacre



Drissa Traoré, Niagalé Bagayoko, Sonia Le Gourriellec, Didier Awadi et Newton Ahmed Barry

© Pierre Galliot - Région Normandie

Lutter contre les impérialismes et les dictatures

Alors que les coups d'État se multiplient en Afrique - Mali, Burkina Faso, Tchad, Niger, Gabon - depuis deux ans, le continent connaît une nouvelle vague de contestations populaires, annonce Sonia Le Gourriellec. Mais « comment et contre qui s'organisent ces résistances aujourd'hui ? ».

Musicien et activiste sénégalais, Didier Awadi précise que toutes les résistances sont différentes, qu'elles soient culturelles, politiques ou armées. Après avoir longtemps lutté pour un pluralisme politique dans son pays, le rappeur explique qu'il faut aujourd'hui lutter contre tous les modèles qu'on impose, contre l'impérialisme, contre le populisme et pour l'Afrique.

Pour comprendre les troubles politiques en Afrique, Newton Ahmed Barry affirme qu'il

faut regarder le profil et la rhétorique des insurgés et de leurs partenaires. Au Burkina Faso, trois insurrections ont marqué le pays depuis 25 ans : la première en 1998, suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, était liée aux atteintes à la liberté de la presse ; la seconde en 2011-2014 était motivée par un besoin de respect pour la démocratie ; la troisième en 2022 était quant à elle une insurrection du désespoir face à l'avènement du terrorisme dans le pays.

« Tous ces coups d'État militaires sont les conséquences des coups d'État institutionnels »

Didier Awadi